

Partenariat pour un Gouvernement Ouvert

PLAN D'ACTION DU SÉNAT

1 Une amélioration permanente des conditions d'accès des citoyens à l'information parlementaire

- Un site internet de référence, qui a accueilli **12 millions de visiteurs en 2020** et sera prochainement refondu.
- De nouvelles informations mises à la disposition des citoyens.



1

Mise en ligne de « L'essentiel »
des rapports législatifs et de
« La loi en construction »



2

Une large présence sur les
réseaux sociaux
(n° 1 des comptes parlementaires
en Europe sur Twitter)

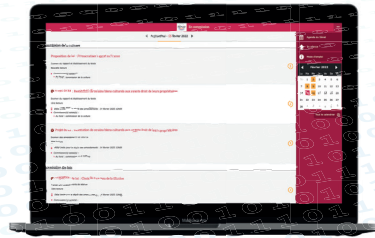


3

Lancement de la
plateforme de podcasts

2

La poursuite de la dématérialisation des travaux



-40 %

de la consommation
de papier

Les applications
"En séance"
et **"En commission"**

3

Une transparence accrue pour les citoyens



- Un élargissement de l'**ouverture des données**, une plus grande transparence de l'application des règles déontologiques ;
- Une utilisation importante des **logiciels libres** ;
- L'hébergement de hackathons et le recrutement d'un **data scientist**.

4

Une association croissante des citoyens et des élus locaux à la fabrique de la loi



Plateforme e-petitions



Plateforme élus locaux

janv. 2020



déc. 2021

428

pétitions déposées

214

pétitions publiées en ligne

30 000

élus locaux inscrits

20

consultations de 2018 à 2021

Objectifs

- Renforcer l'accessibilité du site internet et permettre sa parfaite adaptation aux nouveaux modes de consultation, notamment sur tablettes et mobiles ;
- Gagner en lisibilité pour les internautes, tout en conservant la richesse du site ;
- Mieux faire connaître « La loi en construction », qui permet aux citoyens de suivre chaque étape de l'élaboration d'un article de loi ;
- Accroître les possibilités de captations vidéo simultanées des travaux des commissions ;
- Lancer prochainement la première plateforme de contenus parlementaires « audio augmentés », afin de tenir compte du développement des podcasts et de mieux répondre aux défis de l'accessibilité numérique ;

- Mettre en œuvre un usage renouvelé des réseaux sociaux, avec des formats de communication innovants ;
- Optimiser la publication numérique ;
- Poursuivre la **dématérialisation des travaux en commission** ;
- Réduire de 12 % d'ici à 2026, soit de 13 tonnes eqCO₂, l'impact carbone des impressions (avec une diminution de 10 % de la consommation de papier et de 20 % des impressions en couleur) ;
- Renforcer la communication autour de la stratégie environnementale du Sénat, qui repose sur deux objectifs stratégiques : un Sénat **neutre en carbone à l'horizon 2040** et un Sénat « zéro plastique, zéro gaspillage, zéro déchet » dès 2026 ;
- Poursuivre l'ouverture des données publiques du Sénat ;
- Poursuivre la publication des données essentielles de l'ensemble des marchés publics et contrats de concession ;
- Faire évoluer prochainement les règles applicables à l'activité des représentants d'intérêts au Sénat afin d'en renforcer la cohérence dans un souci de transparence ;
- Consolider l'utilisation par le Sénat de logiciels libres, voire la renforcer en fonction des besoins et des fonctionnalités envisagées ;
- Recruter prochainement un **data scientist** ou expert de la donnée ;
- Sécuriser le fonctionnement de la plateforme de dépôt des pétitions en ligne ;
- Ouvrir l'accès aux données de la plateforme ;
- Développer la **participation citoyenne** grâce à ce nouvel outil ;
- Renforcer la notoriété de la plateforme de consultation des élus locaux.

Pour consulter l'intégralité du plan d'action :
www.senat.fr/plan-action-senat-pgo-2022